

**Union européenne - Conférence de  
presse conjointe de M. Emmanuel  
Macron, président de la  
République, M. Xavier Bettel,  
Premier ministre du Luxembourg,  
M. Charles Michel, Premier  
ministre de la Belgique, et M. Mark  
Rutte, Premier ministre des  
Pays-Bas - Propos de M. Macron**  
(Luxembourg, 06 septembre 2018)

(Seul le prononcé fait foi)

Merci beaucoup Monsieur le Premier Ministre, Cher Xavier.

Je suis très heureux d'être à nouveau aujourd'hui au Grand-Duché du Luxembourg et très heureux d'avoir eu ainsi l'opportunité d'échanger avec mes collègues et amis Xavier Bettel, Charles Michel et Mark Rutte à l'occasion de cette réunion quadrilatérale sur l'ensemble des enjeux européens de la rentrée et je vous remercie, Monsieur le Premier Ministre pour cet accueil chaleureux. Vous l'avez parfaitement rappelé, nous avons eu un agenda chargé et occupé par plusieurs questions qui structurent l'actualité européenne et qui feront l'objet de discussions à 28 puis 27 dans quelques semaines à Salzbourg.

Sur le Brexit je crois pouvoir dire que nous avons la ferme intention de poursuivre l'esprit et la méthode de ce que nous conduisons depuis le début du choix du peuple britannique, c'est-à-dire d'oeuvrer à 27 et d'être extrêmement unis et solidaires dans la négociation et l'approche de cette question, et ensuite d'être attachés en effet à la cohérence de ce qu'est l'Union européenne, le Marché unique et la solidité et la solidarité des quatre libertés. Et donc en l'occurrence toute proposition qui viendrait en quelque sorte nous conduire à devoir choisir à changer nos règles pour accommoder une situation fragiliserait le reste de cette construction qui nous rend plus fort, nous en sommes profondément convaincus, qui protège mieux nos concitoyens et qui a permis cette période de liberté, de paix et de prospérité unique pour notre continent durant les sept dernières décennies.

Nous avons pu évoquer plusieurs autres sujets sur lesquels nous continuons le travail qu'ils soient de défense, économiques, institutionnels et je crois que nous partageons une véritable volonté d'avoir une Europe plus unie, plus souveraine, une Europe qui protège mieux nos concitoyens et c'est d'ailleurs l'esprit des combats que nous avons menés ensemble ces dernières semaines.

Sur le sujet migratoire sur lequel vous êtes revenu plus longuement et qui bien évidemment est

au coeur d'une actualité européenne depuis plusieurs mois, je crois que nous sommes attachés au travail européen en ce qu'il doit respecter davantage nos valeurs et en ce qu'il est à coup sûr plus efficace. Je crois pouvoir dire en ce qui me concerne que c'est ce qui m'oppose aux nationalistes, les solutions nationalistes aujourd'hui proposées par certains sont contraires à nos valeurs, elles sont contraires à nos valeurs parce qu'elles proposent de n'accueillir personne et de ne plus respecter le droit d'asile. Il est pour ce qui est de la France dans la Constitution de notre pays.

S'il consiste à dire quiconque arrive en Europe est malvenu et ne sera pas accepté, cela n'est pas l'histoire de notre continent et de notre Europe. C'est inefficace parce que ceux qui peuvent être d'accord sur un nationalisme qui détruit ne sont jamais d'accord pour construire ensemble. Parce que le nationaliste du pays d'arrivée souhaiterait plus de solidarité des autres mais le nationaliste d'un pays qui est censé exercer cette solidarité est contre prendre le moindre migrant, c'est donc une solution inefficace qu'ils proposent.

Ce à quoi nous oeuvrons ensemble depuis plusieurs semaines c'est de respecter nos valeurs et d'avoir une solution européenne plus efficace et donc de poursuivre ce qu'on a commencé avec les pays d'origine et de transit, permettre de donner un avenir à ces jeunes dans leur pays d'origine. Accroître la lutte contre les trafiquants parce qu'on oublie toujours de dire que derrière ces mouvements de populations il y a des femmes et des hommes qui se nourrissent de ces trafics et l'Europe doit être beaucoup plus dure sur ce sujet, de mieux protéger nos frontières et d'être très rigoureux sur le principe de responsabilité et le principe de solidarité.

Le principe de responsabilité c'est que le pays de première entrée dans Schengen a une responsabilité et ne peut s'en dispenser. La responsabilité c'est que notre droit international humanitaire a des règles et que le port le plus proche est celui qui doit être atteint. Et la solidarité c'est qu'on ne peut laisser nul pays assumer seul la charge de ces arrivées et donc il y a besoin d'une solidarité financière, de règles européennes, d'une solidarité européenne pour retourner vers le pays d'origine pour celles et ceux qui n'auront pas droit à l'asile. C'est donc sur cette base qui est d'ailleurs au fondement de ce que nous avons ensemble défendu lors du dernier Conseil européen que nous avons avancé aujourd'hui et que nous allons ensemble porter des solutions concrètes pour le sommet de Salzbourg. Il faut maintenant rentrer dans la mise en oeuvre et les solutions concrètes sur cette base, telle est la discussion que nous avons eue aujourd'hui.

Voilà les quelques mots en complément des propos du Premier ministre que je voulais ici tenir pour dire qu'à mes yeux ces solutions progressistes que nous portons sont d'une part les plus respectueuses des principes et de l'histoire de notre Europe mais également les plus efficaces pour faire face à ces défis. Je souhaite qu'ensemble nous puissions continuer à oeuvrer en cette direction, nous n'avons aucune naïveté et d'ailleurs les politiques que nous conduisons dans nos pays ne sont pas naïves, elles sont exigeantes mais l'exigence ne doit pas faire oublier les principes et les valeurs et l'exigence implique la coopération européenne.

Je suis très heureux aussi dans quelques instants de partager cette consultation citoyenne avec vous, Monsieur le Premier Ministre, elle permettra en effet, je parlais d'une Europe plus unie, une Europe plus souveraine et qui protège, on a aussi besoin d'une Europe plus démocratique et nous avons décidé il y a quelques mois de lancer ces consultations citoyennes dans tous les pays membres de l'Union pour pouvoir en tirer la synthèse en décembre, c'est ce que nous

ferons dans quelques instants ensemble comme j'ai pu le faire dans plusieurs autres pays membres qui m'y ont invité.

Merci en tout cas une fois encore pour votre accueil et notre discussion./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)